

# L'ÉTENDARD

## RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE ANARCHISTE HEBDOMADAIRE

Le Numéro :  
**10** Cent.

Le Numéro :  
**10** Cent.

### ABONNEMENTS

Pour toute la France :  
Trois mois. . . . . 1 fr. 50  
Six mois. . . . . 3 fr. »  
Un an. . . . . 6 fr. »  
Etranger : le port en sus.

### ADMINISTRATION & RÉDACTION

51, rue Molière, à Lyon

### RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications  
s'adresser aux bureaux, 51, rue Molière, 51  
tous les jours, de 8 à 10 heures du soir

## JUGEMENT

**La classe qui a nom bourgeoisie vient de frapper une fois de plus et d'une façon odieuse son ennemi, la classe ouvrière, dans deux séances de la Cour d'assises, cour chargée par elle d'appliquer ce qu'elle appelle la justice et qui n'est que le mensonge et la fourberie, de condamner les Compagnons BANTHOUX et CRESTIV à DEUX ANS de prison et DEUX MILLE FRANCS d'amende; ici surgit un incident d'audience odieux dans ses suites et que nous détaillerons et commenterons dans un numéro exceptionnel illustré. Nous renvoyons donc nos lecteurs au prochain numéro pour les détails.**

## L'AFFAIRE FENAYROU

Puisque, parmi tant d'autres préoccupations d'ordre général et d'importance autrement grave en apparence, malgré le tapage de la guerre anglo-égyptienne et l'entrée en scène du nouveau ministère, c'est quand même l'affaire Fenayrou qui captive l'opinion; puisque, comme toutes les tragédies de ce genre qui viennent de temps en temps trouer le mensonge des conventions sociales et mettre brutalement à nu, sous les yeux affarés de la foule, les ressorts mystérieux des actions humaines, c'est ce procès dramatique qui est l'événement du jour, et qui, dans les mansardes comme dans les salons, défraie presque exclusivement les conversations quotidiennes de tous les liseurs de journaux, de tous ceux, sans exception de classes, qui passent pour « être au courant », il ne nous déplaît pas d'y revenir à notre tour une seconde fois, après nos confrères du *Droit social*.

Après tout, il s'agit d'un fait humain et c'est surtout aux socialistes révolutionnaires que doit s'appliquer la parole profonde du poète antique : *Rien de ce qui est humain ne peut être étranger.*

Où? c'est un fait humain, un fait banal même, si l'on veut se donner la peine de le débarrasser de ses incidents tragiques et de sa sanglante mise en scène, que ce roman intime, qui commence dans une arrière-boutique bourgeoise pour finir en cour d'assises et peut-être sur l'échafaud. C'est un simple fait divers, l'éternelle reprise de cette comédie de l'adultère qui se joue sans relâche sous nos yeux, à côté de nous, à tous les étages de nos maisons et dont nous ne cessons de rire que quand nous voyons tomber un cadavre aux pieds des acteurs.

Qui de nous — homme ou femme — n'a joué — ou failli jouer — un rôle quelconque dans une aventure analogue à laquelle le hasard seul a donné un dénouement moins terrible? Qui de nous n'a été, à un moment donné de sa vie, Aubert, Gabrielle ou Marin Fenay-

rou? Même j'irai plus loin, et à tous les lecteurs de bonne foi, à tous ceux qui, fermant l'oreille au brouhaha des clameurs contradictoires, ont assez d'énergie intellectuelle et de sérénité d'esprit pour juger froidement les hommes et les choses, je poserai cette question : Quel est celui d'entre nous qui, placé dans la même situation que le pharmacien Fenayrou, n'a pas au moins eu la tentation de faire ce que ce malheureux a fait?

Ah! il ne s'agit pas ici de nous la faire à l'héroïsme; il ne s'agit pas de crier d'un ton effarouché : « Moi, je suis un honnête homme, je ne suis pas un assassin, je n'accepte pas la comparaison! »

Nous sommes de ceux qui ne croient pas exagérément à la vertu et bien qu'il soit bien porté de nous appeler « utopistes », nous sommes les seuls réformateurs à ne pas donner pour assiette à nos rêves d'avenir la perfection des individus. Persuadés que tous les hommes sont plus ou moins mauvais, plus ou moins vicieux, plus ou moins égoïstes et qu'une bête féroce sommeille au fond du cœur de chacun d'eux, nous nous défions de l'honnêteté des fanfarons de vertu, à l'égal de la chasteté de ceux qui ont peur d'un verre de vin et de la continence de ceux qui font vœu de chasteté.

Il s'agit de descendre au fond de sa conscience, d'interroger courageusement, franchement, sans réticence et sans fausse honte, cet incorruptible témoin... Eh bien! dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, la conscience, ainsi interrogée, répondra que pour nous tous, tant que nous sommes, à qui ce n'est pas du petit-lait qui coule dans les veines, il a été une heure où ayant à nous venger de qui nous avait fait tort, trahi notre confiance, souillé notre foyer, exploité notre travail, empoisonné notre vie, nous avons vu rouge, et sérieusement songé, sans déchoir à nos propres yeux, à quelqu'un de ces effroyables châtements qui s'expirent par la guillotine ou le bague.

Et si nous nous sommes arrêtés en route, si, comme le malheureux Fenayrou, nous n'avons pas poussé jusqu'au bout ces projets de justice sommaire, nous n'avons pas le droit de nous enorgueillir. Simple affaire de tempérament! Un peu moins de sang à la peau, un peu moins de phosphore au cerveau, somme toute, une trempe moins forte, des passions moins âpres et moins patientes que ce montagnard de l'Aveyron qui, comme tous ceux de sa race, cache le barbare primitif sous sa chair blanche de civilisé. Bref, un pur hasard : voilà uniquement, peut-être, à quoi vous ou moi nous devons de n'être pas assis à sa place sur le banc d'infamie...

Et qui donc aurait le front de dire, sans crainte d'être cruellement démenti par l'avenir, que ce ne sera jamais son tour, et que ce ne sera pas sur lui que s'abattra demain cette redoutable épée de Damoclès — le glaive de la justice bourgeoise — éternellement suspendu par le plus fragile des fils au-dessus de nos têtes? Qui donc aurait le front de se flatter de n'avoir jamais maille à partir avec la vindicte sociale?

Au fait, répétons-le encore, les Fenayrou, tout comme Aubert, sont ici des victimes de l'organisation sociale — la seule vraie coupable — car ils sont les victimes du mariage!

Voilà une jeune fille naïve, élevée au cou-

vent, ne sachant rien du monde, rien des choses humaines, rien de la bataille de la vie, qu'on jette à dix-huit ans entre les bras d'un homme qu'elle n'aime pas, pour lequel même elle a, paraît-il, une sorte de répugnance, mais qui est en revanche, le gendre idéal rêvé, au milieu de ses calculs financiers, par sa vieille négociante de mère. On la cède au successeur, cette enfant, avec la maison de commerce, comme un accessoire de la pharmacie, indissolublement, sans espoir de rupture, avec le devoir d'aimer son acheteur...

C'est l'histoire de tous les jours et de tous les pays, en régime légal et propriétaire, où l'or est dieu et où ce sont les pauvres, plus encore que les absents, qui ont tort : ce *marché* se nomme, dans l'argot à la mode, « mariage de convenances » ou « mariage de raison ».

Longtemps, elle fait tout ce qu'elle peut, cette jeune femme — née peut-être pour être une épouse exemplaire et une mère modèle, — pour aimer son mari, pour courber sa vie sous le joug d'un devoir impérieux qu'elle n'a ni accepté ni compris. Elle y réussit même à peu près, et c'est dans son ménage le même calme, la même harmonie, que dans les milliers de ménages organisés ainsi comme une affaire, parce que c'est l'habitude et qu'il faut faire comme tout le monde... Mais, un jour, il se rencontre sur son chemin un de ces fils de bourgeois, Lovelaces d'arrière-boutique, qui, pour passer leur jeunesse, en attendant de s'établir, sont en quête de maîtresses qui ne leur coûtent rien... Toute la puissance d'affection refoulée par la fatalité aux plus profonds recoins de son cœur fait brusquement explosion : elle l'aime... C'est forcé! Lui aussi, il l'aime, ou du moins, fait comme s'il l'aimait; elle est gentille, carressante, puis, les temps sont durs, et elle lui aide à vivre...

Mais, on avait compté sans le mari, un bilieux qui ne pêche pas par excès d'indulgence. Dame! il a payé SA femme à beaux deniers comptants, cet homme, dans le même lot que sa pharmacie... Il veut en avoir pour son argent et n'entend pas partager avec un galantin qui, loin d'avoir participé à la dépense, contribue tout au contraire à vider un peu trop rapidement la caisse conjugale...

Puis, gangrené d'éducation bourgeoise, il a tous les préjugés matrimoniaux, dont nous sommes plus à l'aise que personne pour parler nettement, nous autres anarchistes qui, rebelles à tous les jougs, revendiquons la liberté absolue des relations sexuelles et posons en principe que sont époux ceux qui s'aiment et tant seulement qu'ils s'aiment, dût cet amour ne durer qu'un jour ou qu'une heure... Si Fenayrou avait pensé de la sorte, il pourrirait sous la terre un cadavre de moins... Mais il ne pensait pas, il ne pouvait penser ainsi... Sa femme ne s'appartenait plus depuis qu'un magistrat et un prêtre la lui avaient livrée corps et âme; elle était sa propriété, sa chose, au même titre que ses bœufs ou son comptoir... Malheur à l'intrus qui avait touché à son bien....!

D'autre part, s'il se taisait, laissant philosophiquement les choses suivre leur cours, la morale courante le vouait au ridicule, à ce ridicule dont meurent ceux qui ne savent pas battre monnaie avec.... La Société, qui dé-

capite ou proscrit ceux qui se vengent, condamne au déshonneur ceux qui ne se vengent pas.... De plus sceptiques ou de plus froids que Fenayrou ne résistent pas à l'honneur de ce dilemme....

C'est par milliers, par millions, sans doute, que se dénombront les malheureux quotidiennement acculés dans cette impasse par la fatalité, et cependant les exécutions sont rares... Ah! c'est que rares sont ceux qui ont l'énergie sauvage, la puissance de haine et l'écru de sang, en fin de compte, les qualités viriles de Fenayrou....!

Lui, quand il sut, il jura de punir le coupable... Il a tenu son serment.... Même, par un terrible raffinement, il associa non-seulement son frère, mais encore sa femme à sa vengeance...

Ayant disposé de sa personne sans l'autorisation de son propriétaire, la malheureuse, terrorisée, croyant avoir besoin de pardon, se fit entre ses mains un instrument docile... Ne lui avait-elle pas, au surplus, juré obéissance en même temps que fidélité, sur l'Evangile et sur le Code, — cet autre Evangile laïque, — et l'obéissance passive, sans observation, ni réserve, à son mari, le chef de famille, le chef de cette société, dans la caserne jusqu'au foyer domestique? Puis peut-être, elle aussi en dépit de sa mollesse et de son inertie, elle n'était pas, au fond, fâchée de faire payer un peu cher son abandon à l'ancien amant qui, après l'avoir trouvée bonne pour ensoler son célibat et garnir son gousset de garçon, avait fini par la rejeter hors de service pour chercher, à son tour, dans les agences matrimoniales, un bon parti, une union plus régulière et plus lucrative à la fois...

On sait le reste.

Quelle conclusion en tirer, sinon que les seuls, les vrais coupables, ce sont le Mariage et la Propriété? sinon que, si, la satisfaction des besoins de tous étant socialement garantie, les hommes n'étaient pas condamnés à se faire la guerre les uns aux autres, si chacun pouvait disposer librement de sa conscience, de son travail et de ses affections, si l'on ne trafiquait pas de l'amour comme d'une marchandise vénale, si tous les êtres humains étaient libres et égaux, sans aucune espèce d'entraves économiques, juridiques ou légales, le crime du Pecq n'eût point été commis, parce que personne n'eût eu intérêt à le commettre?

Et si quelqu'un — comme nous avons entendu — vient à essayer de se servir de cet épouvantable attentat comme d'un argument en faveur de la constitution d'une Autorité, destinée à en prévenir le retour par la rigueur de la répression, destinée à jouer en faveur des Auberts contre les Fenayrou de l'avenir, le rôle soi-disant tutélaire de défenseur d'office, nous dirons que c'est plutôt le contraire qui est vrai.

Sans doute, s'exposer, — en expiation d'amours vagabondes et légitimes, au demeurant, devant le tribunal de la nature, — à se voir cribler de coups de marteau et de poignard, ficeler comme un saucisson et jeter à l'eau du haut d'un pont comme un chien crevé, est une perspective peu rassurante et peu gaie. Mais, pour prévenir ce péril — qui n'a rien, en définitive, d'immédiat ni d'urgent — travaillons à faire table rase du système

social qui l'engendre, travaillons à fonder, sur les ruines du mariage et de la Propriété, le règne de la liberté, et, une fois le Code jeté au feu et la richesse commune mise au service de tous, nous pourrions aimer en toute paix et toute sécurité!

Ce qui nous paraît un danger autrement redoutable, c'est la présence au-dessus de nous d'une puissance sans contrôle, sans responsabilité, sans frein, qui a le droit et le moyen de réglementer nos actes, d'endiguer nos sentiments, de pénétrer tous les détails de notre vie, et sur un simple soupçon, sinon sur un simple caprice, de nous retrancher du nombre des hommes libres ou des hommes vivants....

Dussé-je entretenir quelque part un commerce adultère, je le déclare en toute sincérité, je redoute plus la police — qui est censée devoir me protéger et qui fut impuissante à protéger le meurtrier d'Aubert, assez crédule pour réclamer son appui contre le déshonneur et le désespoir — je redoute plus la police que tous les Fenayrou du monde.

Et, pour nous résumer et dire toute notre pensée, s'il faut à toute force faire un choix parmi les assassins, entre le mari « minotourisé » qui, affolé de douleur, la cervelle farcie d'idées fausses, dans l'ivresse d'une rage aveugle et furieuse, se fait justice de ses propres mains, en risquant sa liberté, son honneur et sa vie, — et la bande de personnages officiels, qui froidement, sans risque, sans intérêt, sans passion, sans circonstances atténuantes, au sortir d'une table luxueuse ou d'un alcôve parfumée, abrités et servis par la formidable mécanique sociale, condamnaient hier cet homme et cette femme, dont ils n'avaient pu comprendre les angoisses, les colères et la fièvre, ne les ayant pas partagées, pour retourner ensuite vaquer tranquillement à leurs affaires ou à leurs plaisirs, avec la sérénité du devoir accompli, toute notre pitié, toutes nos sympathies sont pour Marin, Gabrielle et Lucien Fenayrou, contre juges, jurés, procureurs, gendarmes, geôliers, garde-chiourmes et bourreau!

Quelle monstruosité que ce régime où des hommes font métier d'en juger, d'en condamner, d'en emprisonner et d'en assassiner d'autres!

Quels gredins que les « honnêtes gens »!

## ÇA MARCHE

Les journaux bourgeois nous rapportent que des troubles viennent d'éclater dans Saône-et-Loire et particulièrement à Montceau-les-Mines, où la dynamite a fait merveille. Des malfaiteurs, disent-ils, ont fait sauter des madones, ils arrêtent des prêtres, etc.

Nous savons, nous, que ces malfaiteurs sont précisément ces malheureux mineurs qui passent les trois quarts de leur existence dans les entrailles de la terre, à la merci du feu grisou et des éboulements, leur vie est quotidiennement de plier sous ce DIEU D'OR qui constitue les dividendes de MM. les actionnaires.

Nous n'avons pas encore reçu les renseignements de notre correspondant, mais que les mineurs de Saône-et-Loire reçoivent l'expression de notre entière solidarité.

## A CHACUN SES ACTES Et sa responsabilité

M. Brousse accusait, ces derniers jours, M. Amouroux d'avoir renié ses idées socialistes pour devenir un ambitieux radical. Pas nouvelle cette histoire. Avec ça que tous les exploités du suffrage universel n'ont pas même système et même but. — Ne le disais-je pas dans mon dernier article intitulé : *Tanis révolutionnaire*, et publié dans le *Droit social*, commencer par du socialisme pour finir dans de la réaction, tel est le but de tout quémendeur de mandat et prouvé par des exemples sans nombre; parce que ce n'est qu'en reniant ses convictions une à une que d'élection en élection on peut se permettre d'aborder, avec chances de succès, un public plus élevé et par conséquent plus réactionnaire. Qui de nous n'a suivi cette progression criminelle et infamante dans la carrière de tous nos dirigeants??? — M. Brousse lui-même n'était-il pas beaucoup plus socialiste

et plus violent qu'aujourd'hui au triste temps de sa proscription à Genève? tout le monde sait que oui. M. Amouroux est donc en train de faire ce qu'a fait et fera M. Brousse et tout suffragiste, car aucun d'eux n'ignore que le parlementarisme est une immense duplicité pour le prolétariat, pas autre chose. Et c'est précisément parce que nous en sommes arrivés, sous l'influence de 12 années de République bourgeoise, à un tel degré d'avachissement et de pourriture morale, à un état de conscience publique à ce point vénale, répugnante et souillée, que le seul vrai parti de la Révolution aspire à l'anéantissement complet et absolu de toutes ces hideurs.

Qui oserait, en présence d'un homme intelligent et convaincu, nier que la politique tout entière est une école de trafic, d'immoralité et de scélératesse??? — D'où peut venir tant de corruption? Je l'ignore. Pareille décadence? Je ne sais; mais cet état putride n'en existe pas moins, et chose paradoxale à remarquer, la corruption est si grande, si complète et si universalisée, qu'elle échappe à la sévérité des simples. — Je l'ai déjà écrit ici même, tout est négation dans la République bourgeoise en faveur, qui, à cette heure, pille et encrapulise la France; et M. Grévy ayant accepté d'occuper la présidence dont lui seul avait demandé la suppression par amendement est et demeure, par ce fait, le véritable et le meilleur prototype de cette négation. Négation partout vous dis-je; négation générale acceptée, consacrée et bénie; négation vénale, insolente et formidable. Nier le bien, nier le mal, nier le droit, nier le beau, le juste et le vrai. Nier la liberté, l'égalité; nier le privilège et nier la souffrance. Nier la République, nier tout et fouler tout aux pieds, telle est la politique actuelle pour le plus grand bien être et la plus grande gloire d'une nouvelle « caste de fanatiques » déchaînée sur la France!

Voyez-moi, par exemple, cet affreux petit bossu de Naquet qui crache sur tout son passé et devient le gambettiste qu'il avait insulté. Ce Ranc, socialiste à tous crins, devenu le vilain de pots-de-chambre, le gagiste réactionnaire-clérical et sans conscience de l'iscariote diableur Gambetta. Et cet Andrieux, oiseau de maison de passe, politicien dégoûtant, coupe-jarret infâme, véritable « souteneur » de gouvernement, devenu à la fin ambassadeur, après avoir demandé, sous le masque du socialiste-révolutionnaire, la guerre civile, la destruction du grand livre et la guillotine. Et ce Constant, accusé de haute escroquerie et de triple malpropreté, que le suffrage universel conduit au ministère, au lieu de l'envoyer au baignoire.

Un réusé de cette école, c'est le citoyen Floquet, considéré comme ultra-radical et associé, cependant, aux Camescasse, Ferry et autres Freycinet-de-Loyola. En a-t-il fait une comédie à la scapin pour conserver sa place! Ce démonique-t-il cet ancien ennemi du cumul pour en arriver à.... cumuler le mandat de député et le poste de préfet!...

Et dire que TOUTE LA BANDE DE NOS DIRIGEANTS est de bassesse et de vénalité pareille, sinon pire! Et dire que tout ce monde là, ivre de corruption et d'infamie, installé ciniquement au pouvoir républicain, se vautre dans le mensonge et sans honte insulte à son propre passé!!!

Mais à quoi bon continuer l'énumération, la liste en serait trop longue. L'important est de le faire savoir au prolétariat, qui souvent l'ignore à l'atelier, que telle est la société qui nous gouverne et que tel est l'esprit qui est en faveur. C'est pourquoi la révolution doit anéantir et pulvériser jusqu'au dernier vestige cette vermine gangrenée et que depuis les ventrus qui nous exploitent, jusqu'aux gommeux intrigants du parti ouvrier (ne pas confondre avec les véritables travailleurs) qui veulent nous exploiter, il ne faut rien épargner.

Je disais tout à l'heure que tout est au mensonge et à la vénalité. Que dire encore d'un ministère républicain qui va contre la volonté de la France combattre le parti national égyptien, c'est-à-dire le peuple, au grand profit de la réaction monarchique européenne!

Comment, tas de Freycinet, de Ferry et de Goblet que vous êtes, c'est au nom de la France républicaine que vous vous déclarez les complices de ces anglais incendiaires, pillards et assassins!... que vous vous faites la force contre le droit, la guerre contre la paix,

la mort contre la vie, l'incendie et le pillage contre l'ordre et la propriété. C'est avec Seymour le forban que vous vous mettez avec les financiers rongeurs et verveux, contre Arabi populaire et défenseur courageux de sa patrie, du peuple égyptien et de son indépendance!!! Ehontés coquins!... Picoteurs impudents!... Mais qu'attend donc la révolution justicière pour vous broyer sous son talon formidable et tout pantelants sous les crachats du peuple, vous jeter à l'égoût!!!

Marin Fenayrou, le mari trompé qui a assassiné l'amant de sa femme — un « Alphonse de bas étage », et personnage peu intéressant s'il en fut, — vient d'être condamné à mort par la cour d'assises de Versailles.

Parions le salaire d'une journée de prolétaire contre le revenu d'une journée de financier que la majorité des jurés ont pour maîtresses des femmes mariées!

Si le jury avait été en majorité composé de cocus, Fenayrou eût été acquitté!

C'est ainsi que va le monde et que se pratique la justice bourgeoise!

L'autorité, le gouvernement, le droit de punir, la défense sociale, tout cela serait très bien si les hommes étaient parfaits et si dirigeants, gouvernants, magistrats et gardiens de morale n'avaient pas d'antipathies ou de sympathies, de passions, d'intérêts personnels. Malheureusement, ils en ont, et c'est sous leur inspiration qu'ils jugent, condamnent et sévissent.

A quand donc le grand coup de balai?

## DE L'ABSTENTION MOTIVÉE

OU DE

L'Avenir du Suffrage universel

(Suite)

Ce n'est pas tout et non-seulement la faculté de se réviser indéfiniment, distingue radicalement le suffrage universel ou droit humain du bon plaisir des princes ou droit divin caractérisé par l'infailibilité et l'immuabilité absolues, mais, en outre, ce même suffrage universel suppose, pour son libre et complet exercice, la division du pays en ses groupes naturels: régions, cantons, villes, communes, localités, corporations, enfin la sériation régulière de toutes les autonomies de la République. En d'autres termes: la représentation effective et complète d'une nation consiste à grouper avec sincérité, sévérité et discernement tous les éléments dont cette nation se compose; le peuple doit s'y retrouver tout entier, au grand complet, c'est-à-dire, avec le sang plébéin, comme avec les classes moyennes ou bourgeoises et avec les plus hautes aristocraties, enfin avec les personnalités les plus variées du travail, de la science, de l'art, de la littérature, etc., ouvriers, industriels, commerçants, agriculteurs, etc., hommes d'outil, hommes de plume, hommes d'épée, hommes d'église, etc., en un mot: avec tous les éléments à la libre discussion des droits, des intérêts et des idées de chacun.

Conséquemment: le suffrage électoral ne sera véritablement universel que le jour où il se résoudra en une synthèse sociale embrassant à la fois, comme principe ou base d'élection, toutes les croyances, tendances, opinions, convictions, industries, fortunes, intérêts, droits, etc., et que les électeurs auront enfin la liberté absolue et permanente de se réunir, de parler, d'écrire, de discuter, de se concerter, de s'éclairer, de se critiquer et de s'entendre, c'est-à-dire qu'ils jouiront du droit de la possibilité et de la faculté de critique, d'examen et de contrôle, car ce n'est, en effet, que cette absence de liberté de discussion, par la voix et par la plume, ce n'est, dis-je, que cette privation du droit et de la possibilité de s'instruire et de manifester librement ensuite ses sentiments, ses opinions, ses raisons et ses idées qui fait que généralement l'électeur n'est ni assez préparé, ni assez éclairé, ni assez calme, ni assez libre pour voter avec conscience, indépendance et discernement,

c'est-à-dire, d'une manière véritablement digne, sérieuse et efficace.

On m'objectera, sans doute, que, par le temps qui court, nous sommes assez libres pour pouvoir, sans nous compromettre, répandre les idées et les doctrines les plus avancées et les plus favorables à la révolution et, par conséquent, à l'émancipation de la classe la plus nombreuse, la plus utile et la plus pauvre.

A cela je réponds que la liberté qu'a le peuple de comprendre ses intérêts et de défendre ses droits, est précisément celle qu'a le paralytique de maroher, l'aveugle d'y voir et le sourd d'entendre.

Qu'on s'étonne donc qu'avec de pareils éléments de progrès, nos révolutions ne se fassent jamais qu'au profit de la bourgeoisie, et que toutes les forces de l'Etat se trouvent toujours invariablement entre les mains de la contre-révolution. L'histoire nous montre, d'ailleurs, que le peuple n'a jamais su vaincre les obstacles et surmonter les difficultés politiques et économiques que lorsque la fatalité ou la force des choses les avait déjà renversés, aplaniés et anéantis; qu'il n'a même jamais été capable de distinguer ses meilleurs et plus francs amis de ses ennemis les plus naturels et les plus redoutables.

L'immortel historien Tacite a dit vrai: « O homines, ad servitutem paratos! » O hommes tous préparés pour la servitude!

J'avoue que cet aveu est un peu... raide, comme disent les héros d'Alexandre Dumas fils, mais il faut convenir qu'il est en même temps fort véridique.

J'ajoute, pour compléter ma pensée, que, tant que l'ignorance sera le lot du plus grand nombre, le suffrage universel ne sera qu'une ignoble mystification et une insigne duperie, et que la masse ouvrière, par conséquent, ne se souciera pas plus de la liberté de penser, de parler et d'écrire, que de la représentation directe des prolétaires aux divers corps élus.

Quoi qu'il en soit, toujours est-il que le problème qui fait l'objet de cet écrit consiste uniquement à écarter l'ordre A, et avec le système électoral et à rendre possible, par conséquent, la représentation équitable et exacte des minorités. Cela veut dire, en termes différents, qu'il ne peut y avoir aujourd'hui de révolution réellement sérieuse à entreprendre et à accomplir que celle qui consiste dans la division des pouvoirs et dans la réforme électorale. Dès lors nous n'entendons plus dire, comme dans la comédie de Pamela, sous la première révolution:

Le parti qui triomphe est le seul légitime!

(A suivre).

## RÉUNION INTERNATIONALE

De Genève

La réunion intime des anarchistes organisée par la Fédération Jurassienne, a eu lieu dimanche 13 et lundi 14, à Genève.

Le nombre des compagnons assistant a dépassé de beaucoup les espérances des organisateurs, et on peut affirmer que les sympathies qui s'y sont créées ne sont pas de courte durée et qu'elles contribueront à avancer l'œuvre à laquelle nous nous vouons tous: l'alliance internationale des travailleurs.

Dans leur dernière entrevue, les membres de la réunion ont rédigé le manifeste suivant qu'ils soumettent à l'étude des révolutionnaires sincères.

Les anarchistes, réunis à Genève, se sont trouvés d'accord sur les principes suivants, et qu'ils croient de leur devoir d'exposer à leurs compagnons.

« Notre ennemi, c'est notre maître » anarchistes, c'est-à-dire « hommes sans chefs » nous combattons tous ceux qui se sont emparés d'un pouvoir quelconque ou veulent s'en emparer. Notre ennemi, c'est

le propriétaire qui détient le sol et qui fait travailler le paysan à son profit ; notre ennemi, c'est le patron qui possède l'usine et qui la remplit de serfs du salariat ; notre ennemi, c'est l'Etat monarchique, oligarchique, démocratique, ouvrier, avec ses fonctionnaires et ses états-majors d'officiers, de magistrats et de mouchards ; notre ennemi, c'est tout abstraction de l'autorité, qu'on appelle diable ou bon Dieu, au nom de laquelle les prêtres ont si longtemps gouverné les bonnes âmes ; notre ennemi, c'est la loi toujours faite pour l'oppression du faible par le fort, et pour la justification et la consécration du crime.

Mais si le propriétaire, le patron, les chefs d'Etats, les prêtres et la loi sont nos ennemis, nous sommes aussi les leurs et nous nous redressons contre eux.

Nous voulons reconquérir le sol et l'usine sur le propriétaire et le patron, nous voulons abolir l'Etat, sous quelque nom qu'il se cache, reprendre notre liberté morale contre le prêtre et la loi. Dans la mesure de nos forces, nous travaillons à la destruction de toutes les institutions officielles et nous nous déclarons solidaires de tout homme, groupe ou société qui nie la loi par un acte révolutionnaire, nous écartons tous les moyens légaux parce qu'ils sont la négation même de notre droit, nous repoussons le suffrage dit universel, ne pouvant nous départir de notre souveraineté individuelle et nous rendre d'avance complice des crimes commis par de prétendus mandataires. Entre nous anarchistes et tout parti politique conservateur ou modéré, combattant toute liberté ou la concédant par doses, la scission est complète. Nous voulons rester nos propres maîtres, et celui d'autre nom qui viserait à devenir un chef ou traître à notre cause.

Toutefois, nous savons que la liberté individuelle ne peut exister sans association avec d'autres compagnons libres. Nous vivons les uns pour les autres ; c'est le *travail social* qui nous a fait, c'est le travail de tous qui donne à chacun le sentiment de son droit et la force pour le défendre. Tout produit social est une œuvre collective à laquelle tous ont également droit. Nous sommes donc communistes, nous reconnaissons que sans la destruction des bornes patrimoniales, communales, provinciales, nationales, l'œuvre de la révolution est toujours à refaire. A nous de conquérir et de défendre la propriété commune, quelle que soit notre langue et l'étiquette des gouvernements à renverser !

## MOUVEMENT INTERNATIONAL

### LAUSANNE

Par les soins de notre ami le compagnon Dejoux, et dans le but, secondaire il est vrai, mais non sans importance, de répondre à certaines attaques ineptes de la presse Vaudoise, contre les théories apportées dans une précédente réunion ; une conférence contradictoire ayant pour sujet *Dieu et l'Etat*, était organisée pour lundi passé, salle de la Tonnelle, avec le concours de plusieurs compagnons de Paris, Lyon et autres localités, venus à Genève pour prendre part à la réunion internationale d'anarchistes.

Disons tout d'abord que MM. les bourgeois de Lausanne se sont empressés et ont réussi de détourner la conférence de son véritable sujet. *Dieu et l'Etat*, ce titre les effrayait.

*Dieu et l'Etat*, cet hydre à 2 têtes, monstrueux produit de la barbarie et de l'ignorance, ne pouvait être traité sans une grande utilité dans ce milieu, dans ce pays, parmi ce peuple qui plus que beaucoup d'autres est opprimé, et surtout trompé, mystifié par Dieu et par l'Etat, ce

peuple qui se croit libre et affirme l'être, et qui cependant est dominé, opprimé, exploité, comme dans tout autre pays, ce peuple qui se croit instruit, indépendant, et qui se trouve sous la domination morale et matérielle des jésuites, du protestantisme hypocrite, avec lequel les bourgeois trouvent le moyen de le persuader que ses lourdes chaînes, sont autant de rubans roses ou bleus. Nous aurions voulu pouvoir traiter la religion protestante comme elle le mérite, nous n'avons pu le faire, mais cela se fera, ce qui est différé n'est pas perdu.

Mais néanmoins en attendant, le droit de propriété n'a pas été ménagé par nos orateurs, et disons-le, aux applaudissements unanimes des nombreux travailleurs qui se trouvaient dans la salle, la contradiction a été vigoureuse de la part des bourgeois présents, ce qui n'a pas manqué de nous remplir de satisfaction, puisque nous avons vu que ces MM. prenaient la chose au sérieux, et c'est ce qu'il y a de mieux à faire dans l'intérêt des uns et des autres, nous aurions regretté (pour un surcroît), qu'à l'instar de certains bourgeois français, ils considérassent le socialisme comme une *balançoire* ! une *fumisterie* ! et qui ne seront convaincus du contraire que le jour où eux-mêmes se *balanceront* jusqu'à en *fumer* à une lanterne quelconque à laquelle on les aura, au préalable, assujettis avec une bonne corde.

Et tous cas, nous avons pu constater que la lutte allait s'engager sérieuse, là comme ailleurs les hommes surgissent, les camps se forment et bien distincts ; nous avons espoir et confiance que les résultats ne se feront pas attendre longtemps.

Bon courage à nos compagnons de Lausanne et des autres parties de la Suisse.

## LE SUFFRAGE UNIVERSEL ET SES CONSÉQUENCES

### II (\*)

Beaucoup de compagnons, quand nous discutons avec eux, nous disent : ce que vous voulez est très beau, mais cela ne peut arriver tout d'un coup, il n'y a que petit à petit que l'on arrivera à transformer la société actuelle, c'est là une erreur, nous avons déjà démontré que la Révolution était inévitable, nous allons démontrer maintenant que les réformes, tant radicales soient-elles, sont non-seulement incapables d'améliorer la situation du travailleur, mais encore que, par le jeu même des institutions actuelles, elles sont fatalement destinées à tourner au détriment des travailleurs.

Sur quoi repose l'asservissement du travailleur ? Sur ce fait économique : qu'il est forcé de vendre sa force de travail au prix que lui en offre le capitaliste ; or, comme le travailleur ne pourrait vivre s'il ne trouvait pas à vendre cette force de travail et que n'ayant aucun capital pour pouvoir attendre qu'il en ait trouvé un bon prix, les places étant disputées, il est donc forcé de se vendre au capitaliste quelque soit le prix que celui-ci lui donne, et comme le capitaliste n'a aucun intérêt à la conservation du travailleur, étant assuré de le remplacer par d'autres quand il sera usé (il y en a toujours de disponibles), il ne lui donne que juste ce qui est nécessaire pour ne pas mourir de faim ; or, tant que le capital sera entre les mains d'une certaine partie d'individus qui seront par là du restant de la masse, quelles sont les réformes qui pourraient améliorer la situation du travailleur ? il n'y en a pas.

Si en effet nous examinons toutes celles contenues dans le programme minimum (1) qui est le résumé à peu près complet de tous les programmes électoraux, depuis l'opportunisme jusqu'au collectivisme soi-disant révolutionnaire, nous verrons qu'elles sont toutes impuissantes à améliorer notre situation.

(\*) Voir l'*Etendard* numéro 2, 3.

(1) Depuis que ce travail a été écrit, le programme minimum a été pour ainsi dire jeté par-dessus bord par une partie des collectivistes.

Nous avons d'abord dans l'ordre politique : la liberté de réunion qui est réclamée sur toute la ligne — dans la société actuelle, quelle amélioration cela peut-il amener au travailleur ? — Aujourd'hui que par tolérance on nous laisse à peu près libres de nous réunir en accomplissant ou faisant semblant d'accomplir certaines formalités, nos réunions ne sont suivies que par un petit nombre d'ouvriers, presque toujours les mêmes ; d'où vient l'indifférence des travailleurs en présence des questions qui y sont agitées et qui devraient l'intéresser au premier chef ? Est-ce parce que le droit de réunion ne nous a pas été reconnu par une loi ? Non, c'est tout simplement parce que le travailleur qui est éreinté par une journée de travail de 12 ou 13 heures, qui bien souvent a, une fois sa journée finie, encore trois quarts d'heure ou une heure de chemin à faire pour rentrer chez lui, est bien content après avoir mangé un morceau, de se coucher pour pouvoir se réveiller à l'heure le lendemain, pour aller recommencer sa journée.

A cela on nous objectera que les réunions électorales sont pourtant bien fréquentées ; nous répondrons que d'abord elles n'ont lieu que tous les quatre ans et ensuite que l'ouvrier a cru jusqu'ici que l'accomplissement de son émancipation dépendait du petit bout de papier qu'il dépose dans l'urne ; il fait donc effort sur lui-même pour y assister, mais si elles étaient permanentes, elles finiraient par être désertées comme les autres.

Vient ensuite sur la même ligne, la liberté d'association qui, de même que la liberté de réunion, est réclamée par les politiciens d'un rouge plus ou moins mal teint. Ah ! si les ouvriers avaient la liberté d'association, clament tous ces sateurs... de cordes politiques, ils pourraient (les ouvriers) former des sociétés coopératives, corporatives, etc., qui leur permettraient de faire concurrence aux patrons et de postuler pour obtenir l'adjudication des travaux de l'Etat ou des communes, si nous avions la liberté de nous réunir et de nous associer, les ouvriers pourraient former de vastes sociétés de résistance et dicter leurs prétentions à leurs patrons.

Oui, nous pourrions faire tout cela, seulement nos bons marchands de panacées et d'orviétan politique n'oublient qu'une petite chose, qui pourtant a son importance, cette chose, c'est que, pour peu que... ah ! deux ou trois moutards derrière les talons à lui réclamer du pain, à bien de la peine à joindre ensemble les deux bouts, et encore faut-il qu'il ne lui arrive nichomages ni malades, ne peut avoir par conséquent aucun capital à associer, et la loi par conséquent, resterait pour lui à l'état de lettre morte (1).

(A suivre).

## Tactique RÉVOLUTIONNAIRE

A l'usage des ouvriers de la terre

Compte rendu de la conférence de  
Theuley-les-Lavoncourt

Le compagnon Gérard commence ainsi :  
Compagnons,

Il est interrompu par la question suivante :

Dites-nous donc, M. Gérard, pourquoi vous nous appelez compagnons aujourd'hui, quand autrefois vous nous appeliez citoyens.

Gérard. — Cette question a son importance et je vais y répondre.

Je vous dirai qu'à un certain point de vue les appellations sont insignifiantes, que pour mon compte elles n'ont pas de conséquences considérables, mais que, pourtant, celle-ci se justifie si logiquement qu'elle a sa raison d'être.

Ainsi, on peut être citoyen d'une ville, d'une république et être riche ou pauvre, exploitateur ou exploité, travailleur ou parasite, d'où il s'en suit que ce titre peut tout aussi bien désigner un patron qu'un

(1) Il ne rentre pas dans ce travail de faire la critique de la coopération, cela nous entraînerait hors du sujet à traiter. D'ailleurs la critique en a été faite et refaite.

ouvrier, un producteur qu'un oisif, c'est-à-dire deux ennemis irréconciliables : tandis que le mot compagnon, qui signifie travailleur, ne peut s'appliquer qu'aux producteurs seuls et ne peut se prêter à aucun équivoque : il est donc logique.

Voilà, mes amis, les raisons qui l'ont fait adopter. Les trouvez-vous justes ?

Un *laboureur*. — Fort justes, M. Gérard, et vous avez, selon nous, eu raison de décider ainsi pour éviter toute confusion.

Guillaume. — Maintenant, compagnon Gérard, voulez-vous nous dire ce que vous entendez par anarchie ? Les bourgeois, par ici, nous disent que c'est le chaos, le désordre.

Gérard. — En effet, mes amis, en faisant leur dictionnaire ils ont mis, en face de ce nom : absence de gouvernement, chaos, désordre ; pour eux, cela est logique car à leur situation il faut un gouvernement sans lequel ils vivraient au milieu d'un désordre encore plus grand que celui que nous constatons, tandis que pour nous l'absence de gouvernement c'est l'harmonie.

Gouvernement veut dire autorité, emploi de la force brutale organisée pour maintenir les millions de travailleurs dans la servitude de quelques exploités privilégiés, des barons de la finance en un mot.

Donc, pour nous, anarchie veut bien dire aussi absence de gouvernement, mais cela veut dire en même temps : harmonie sociale, et cette harmonie sera d'autant plus parfaite que chacun des membres sociaux jouira d'une liberté absolue. Vous voyez, ce mot chez les uns est l'antithèse de l'expression des autres.

Portefoin. — Jamais on n'a exprimé plus de non sens, mes amis, et vous conviendrez bien avec moi que tous vos socialistes à qui vous accordez tant de crédit, sont des insensés, car ils vous entraînent, sans que vous vous en aperceviez, sur une pente fatale.

Comprend-on que, quand avec des *laba* sagement étudiés, les hommes ont peine à créer cette harmonie dont on parle, comprend-on, disons-nous, que l'on puisse affirmer la constitution dans une société sans gouvernement, sans lois, où chacun pourra faire ce qu'il lui plaira, sans souci des intérêts d'autrui ? En bonne conscience, voyons. Guillaume, soyons franc, que diable ! croyez-vous cela possible ?

Guillaume. — Ma foi, M. Portefoin, si j'étais seul je serais bien embarrassé pour vous répondre. Tenez, si vous voulez, nous allons laisser expliquer cela au compagnon Gérard et s'il nous prouve que cela est possible, nous serons bien forcés de le reconnaître, qu'en dites-vous ?

Portefoin. — Je dis que vos socialistes sont des malins et qu'ils s'arrangeront toujours de façon à ce que vous soyez de leur avis, mais il ne me convaincra pas moi, bien sur, soyez tranquille.

Gérard. — Ceci est le cadet de mes soucis, M. Portefoin, car j'ai plus à cœur le jugement de ces travailleurs que le vôtre. Nous, M. Portefoin, nous n'avons que nos arguments pour persuader nos frères de misère, tandis que la bourgeoisie, si elle ne persuade pas, elle étirent dans sa griffe capitaliste tous les malheureux à qui l'émancipation serait chère, mais qui n'osent causer devant la menace que la misère lancée par le maître leur fait à tout moment, et pourtant voyez notre force, nous persuadons. Oui, nous allons donner à ces courageux amis qui nous entourent des explications sur nos prétentions qui les satisfèrent, nous en sommes sûr, nous allons développer les arguments nécessaires à former leurs convictions, et vous qui déclarez ne pouvoir être convaincu, et bien mais vous serez libre d'opposer arguments à arguments et encore une fois, nos amis jugeront. Cela vous va-t-il ?

Portefoin. — Dans la situation où je suis je n'ai guère le choix, car il n'en sera toujours que ce que vous voudrez.

Gérard. — Vous croyez donc plus que

vous ne semblez vouloir le montrer à la puissance de nos raisons ?

**Portefoin.** — Aunement, mais je dis que vos belles paroles les endoctrinent et les mettent à votre merci.

**Gérard.** — C'est une grave erreur, ils viennent à nous parce que nous leur montrons la vérité. Du reste, M. Portefoin, vous le savez de reste ; mais si d'aventure vous étiez de bonne foi dans la discussion, j'en serais fort étonné, vous êtes bourgeois, par conséquent déloyal, jésuite.

**Portefoin.** — M. Gérard !

**Gérard.** — Oh ! ceci ne vous est pas personnel, cela s'applique à la bourgeoisie en général et à tous ses membres en particulier ; mais soyez sans crainte ! M. Portefoin, dans ces cerveaux obscurs nous allons porter la lumière et une lumière telle qu'ils seront conscients, nous avons la ferme conviction que nous les éclairerons assez pour que vous ne puissiez plus les tromper. Nous allons leur dire ce qu'ils vous doivent de misère, et comme ils pourront contrôler nos affirmations ils reconnaîtront facilement que nous sommes dans le vrai, aussi quand nous leur dirons toute la haine qu'ils doivent vous garder, ils nous croiront de même.

**Portefoin.** — Vous faites métier d'exciter ces gens contre nous. M. Gérard, cette conduite est bien coupable.

**Gérard.** — Si en faisant l'historique de la conduite infâme de la bourgeoisie, ces hommes s'indignent et crient vengeance, sera-ce notre faute ? Pourquoi est, elle si coupable ?

**Portefoin.** — Raisonement absolument creux. Que ferait la classe ouvrière sans la bourgeoisie ?

**Gérard.** — Raisonement absolument positif, la bourgeoisie est un chancre dont les salariés veulent se débarrasser pour être heureux. J'ai déjà eu occasion de le démontrer à nos amis et qui l'on bien compris. Aujourd'hui que cette cause est entendue, il ne nous reste qu'à examiner les moyens les plus prompts à employer pour la cautérisation nécessaire. en un mot il ne nous reste plus qu'à donner à nos amis les conseils propres à leur permettre de remplir dignement leur rôle dans la Révolution.

Mais avant d'aborder ce côté nous devons ajouter : La Société actuelle a pour base l'intérêt individuel, cette question d'intérêt est la seule et unique cause de nos maux, de nos haines, de nos divisions, ce brandon de discorde qui se glisse partout et détruit toute harmonie doit être la pensée dominante des réformateurs, et c'est vers sa destruction que nous devons tous marcher. Si nous appliquons la théorie de la liberté absolue dans le milieu social actuel, nous en serions les dupes, mais dans une autre milieu les résultats seraient tout différents. Faisons un exemple.

Supposons que Lejeune ait un superbe champ de pommes de terre qu'il ne juge pas assez mûr, que ce champ soit en commun avec Guillaume, que celui-ci par besoin d'argent veuille arracher ces tubercules, mais que Lejeune qui n'est pas gêné s'y oppose, voilà deux individus séparés par l'intérêt, de là dissension, conflit pour lequel il faut un juge, un arbitre, et ce juge, cet arbitre est le premier pas, la première pierre de l'organisation gouvernementale après lesquels viennent le gendarme, etc., etc.

Transportons la situation dans la Société nouvelle et comme Guillaume ne pourra plus avoir d'obligations à satisfaire, puisque il pourra se procurer tout ce dont il aura besoin, il s'en suivra que rien ne l'obligera à avoir un autre avis que Lejeune et que les pommes de terre pourront mûrir à leur aise et que rien ne viendra troubler l'harmonie.

Ceci est-il compris ? est-ce naturel ?

**Guillaume.** — Je vous avais bien dit vain que M. Portefoin ne pèserait pas lourd auprès du compagnon Gérard.

## Chambre syndicale des Mégisseurs de Paris

Paris, le 9 août 1882.

Citoyens et chers collègues,

En réponse à votre lettre que nous avons reçue avec mandat d'argent, nous vous remercions, citoyens, de votre solidarité et de votre empressement, car vous avez compris la juste revendication que la corporation des mégisseurs de Paris demandait. Citoyens, s'est regrettable de vous annoncer notre échouement envers la lutte que nous avons entreprise contre le patronat, la lutte du travail contre le capital.

Notre élan, dès les premiers jours, était des plus énergiques, mais après dix à onze jours de lutte, quelques individus, des souteneurs de patronat et de privilégiés, ont tellement semé la panique parmi nous, que les timides ont pris peur, et c'est là que la débâcle a commencé ; presque tous, maintenant, sont rentrés dans les ateliers, mais il reste beaucoup de victimes de la rancune patronale, nos vils exploités.

Nos infâmes buveurs de sueur ne voulaient pas traiter avec la commission exécutive et ils disaient à de certains individus qu'il fallait qu'ils changent la commission.

Citoyens, nous savons bien pourquoi ils disaient cela ; ils auraient voulu en avoir une à leur manière. Et pourquoi ? c'est très facile à comprendre, c'est qu'ils n'avaient pas d'arguments à nous donner, voilà pourquoi ces lâches n'ont pas osé se présenter devant la justice des exploités.

Citoyens, nous comprenons bien aussi que les grèves ne sont pas un moyen d'émancipation, qu'elles ne servent qu'à l'agitation et à semer l'esprit de révolte.

C'est pour cela, citoyens, que nous nous rallions à la révolution sociale, à l'anarchie, le seul moyen d'affranchissement de l'exploité contre l'exploiteur, de l'opprimé contre l'oppresser, du gouverné contre le gouvernant.

Nous vous disons encore merci, citoyens, d'avoir répondu à notre appel et que, probablement, nous ne nous trouverons pas sur le terrain de la lutte du travail contre le capital, mais bien sur celui de la grande lutte émancipatrice de l'humanité entière : la Révolution sociale et l'Anarchie !

Recevez, chers compagnons, nos vœux les plus sincères  
 Vive la Révolution sociale !  
 Vive l'anarchie !  
 Mort aux voleurs !  
 Mort aux exploités !

## APPEL

de la Ligue Internationale des Femmes

Nous faisons un nouvel appel à toutes les femmes révolutionnaires, à quelque pays qu'elles appartiennent, pour former une ligue redoutable pour la destruction de tout ce qui nous fait victime ou esclave.

Que tous les groupes organisés y répondent promptement afin de prendre part à l'action.

Les adhésions individuelles sont également reçues chez la citoyenne Labouret, rue Bugeau, 45.

Le groupe MARIE-FERRÉ.

Aux Electeurs incorrigibles

## UNE PREUVE

Nous apprenons de source sûre que six des sept membres soi-disant républicains du Conseil municipal d'une des communes du canton de Vaugneray (Rhône), viennent de passer, armes et bagages à la réaction cléricale Bonapartiste.

A la suite d'incidents, le maire, ayant donné sa démission, à l'unanimité moins un absent, a été remplacé par un ancien maire de l'Empire. L'accord s'est fait *inter populo* dans un cabaret du village.

Et dire que les susdits conseillers républicains avaient signé, en réunion publique, un mandat impératif.

**Morale.** — Tant va la cruche...  
 Ils sont tous les mêmes, allez, électeurs, ayez confiance, vous serez bien servis.

## MOUVEMENT SOCIAL

Paris, 13 Août 1882.

Compagnon,

Veillez avoir l'obligeance d'insérer dans votre prochain numéro, la communication suivante :

« Le groupe de la jeunesse anarchiste de Paris, en voie de formation, a été définitivement constitué samedi 12 août.

Le groupe fait appel à tous les jeunes gens anarchistes pour le soutenir dans la lutte qu'il va entreprendre contre les cancre bourgeois et les souteneurs gouvernementaux.

La prochaine réunion aura lieu samedi, 19 courant, salle Citerne, 73, rue Montmartre.

Les correspondances concernant le groupe doivent être adressées au compagnon H. JARZUEL, 18, rue Descartes, Paris.

Saint-Étienne, le 11 août 1882.

Compagnons,

En présence des nouvelles poursuites dont vous êtes l'objet, nous venons vous renouveler l'assurance de notre solidarité révolutionnaire et vous encourager pour l'œuvre d'émancipation que vous avez entreprise.

Allez, compagnons, allez en avant sans crainte comme sans faiblesses, nos vœux vous sont acquis et vous pouvez compter sur nos efforts.

La marche accélérée de la Révolution commence d'effrayer la bourgeoisie. Tant mieux ! Nous ne sommes qu'au début. Bientôt de nouveaux combattants viendront grossir les bataillons de l'armée révolutionnaire et alors les gouvernants pourront frapper, leurs coups seront inoffensifs parce que les hommes seront d'autant plus résolus qu'ils seront plus nombreux.

En attendant, nos félicitations les plus sincères aux victimes de la justice gouvernementale. Nous saluons d'avance le verdict des accusateurs par le cri de : Vive la Révolution !

Section anarchiste : En avant !

**Châteauroux.** — Les révolutionnaires commencent à SE FAIRE LA MAIN.

« Nous lisons dans un journal de Paris du 7 août :

« L'avant-dernière nuit, des malfaiteurs (pour nous ce sont des révolutionnaires et nous les approuvons pleinement), se sont introduits dans une usine des environs d'Argenton et y ont commis des dégâts considérables.

« Les diverses usines, les bûches d'huile et de pétrole défoncées, la roue hydraulique brisée, des sacs de phosphate éventrés, les registres de comptabilité déchirés, enfin de grossières injures ont été écrites à la craie sur le bureau, à l'adresse des propriétaires. »

Voilà, évidemment des justiciers qui ne se laissent pas intimider par le respect idiot de la propriété. Bravo !

**Barcelone.** — Une grève de graveurs sur bois vient d'éclater dans une maison de Barcelone. Le patron a menacé ses ouvriers, s'ils ne cédaient pas, de les remplacer par des ouvriers de Lyon. Nous comptons sur la solidarité des ouvriers lyonnais pour déjouer les manœuvres de cet exploitateur. Aucun ouvrier ne doit accéder aux propositions qui pourraient lui être faites par lui.

Nous souhaitons courage et victoire aux graveurs de Barcelone.

**La Petite Vaire.** — La justice bourgeoise est très belle. Jugez-en, mes bons.

Le sieur Raymond ayant besoin, sans doute de faire mousser son crédit en prétextant des créances, fit faire une saisie-arrest sur les salaires d'un ouvrier mineur de l'endroit. De ce fait, le mineur perdit son travail et resta neuf mois sans en retrouver, cependant il ne devait rien. La chose constatée et la saisie levée, l'ouvrier voulut obtenir des dommages-intérêts évidemment dus et faire punir le peu délicat Raymond qui voulait lui extorquer 693 francs, mais la justice bourgeoise était là et elle affirma que le mineur n'avait point supporté de dommages et n'avait pas, par suite, à en demander réparation.

On peut en conclure avec nous, qu'il n'y a pas de meilleure justice que celle qu'on se fait soi-même ; c'est ce que les révolutionnaires prétendent faire le jour de la révolution.

## LIGUE POPULAIRE

Les citoyens partisans de l'action contre la propriété sont priés d'adhérer à la Ligue qui tient ses réunions tous les mercredis, Café Point, derrière la mairie de la Croix-Rousse.

Le Secrétaire, PEJOT.

Vaison le 15 août 1882.

Compagnons rédacteurs de l'Étendard révolutionnaire, à Lyon.

Le groupe Anarchiste de la commune de Vaison (Vaucluse), vient appeler l'attention de tous les groupes similaires, sur une décision qu'il a prise dans sa dernière réunion. Cette résolution a trait à la lutte abstentionniste que nous avons engagée contre le suffrage, mensongèrement appelé universel, et pourrait, croit-il, produire une certaine agitation et créer des ressources pour l'existence du journal l'Étendard révolutionnaire, cette bête noire de la coalition conservatrice.

Voici cette décision : Il est créé une souscription permanente à l'effet de faire imprimer de grands placards abstentionnistes, que tous les groupes existants dans les endroits où se feront des élections, pourront se procurer à prix réduits, à l'administration de l'Étendard révolutionnaire qui, avec le montant de ladite souscription se chargera de les faire imprimer. De cette façon, les groupes abstentionnistes n'auront pas à essayer les refus si souvent constatés de MM. les imprimeurs, sous prétexte du peu d'importance de la commande, mais à la vérité en haine de la Révolution.

Ces placards, afin de pouvoir être utilisés en tous temps et en tous pays où se parle le français, ne porteront que ce mot, en très gros caractères : ABSTENTION, qui sera suivi d'un appel à la dignité des citoyens, les engageant à ne plus abdiquer leur souveraineté ni à confier leur destinée à ces charlatans multicolores qu'on appelle des candidats, qui, arrivés au pinacle par mille promesses trompeuses, n'usent du droit que leur a bêtement délégué le peuple que pour s'engraisser de la sueur de leurs mandants.

Voici la formule qui vient proposer le groupe anarchiste de Vaison :

## ABSTENTION

« L'efficacité du suffrage dit Universel, ainsi que son nom, sont un mensonge et une duperie.

« Par l'élection vous n'avez, à la vérité, qu'un droit : celui de vous choisir des maîtres, que vous imposez à ceux qui ne partagent pas votre opinion.

« Celui qui vote se dégrade et fait le jeu de la tyrannie, car le droit s'exerce et ne se délègue pas.

« Dans les établissements d'aliénés, les spécialistes observent le degré de folie de leurs sujets en leur faisant pomper de l'eau dans un panier. Les plus fous continuent à pomper dans l'espoir de voir s'emplier la corbeille, et ceux qui se refusent à ce travail aussi ridicule que fatigant sont considérés comme des convalescents.

« PEUPLE, si tu ne fais cette besogne, tu es stupide ; entre en convalescence et ne pompe plus, car la liberté passe toujours entre les mailles de la corbeille électorale qui ne s'empliera jamais, abtiens-toi et laisse voter les intéressés et les imbéciles.

« Repoussez la tyrannie démocratique comme tu l'as déjà fait de la tyrannie monarchique. »

Vive la Révolution sociale.

Le groupe anarchiste.

Amiens le 14 août 1882.

Le groupe Révolutionnaire L'Avant-Garde d'Amiens.

A la rédaction de l'Étendard :

Compagnons,

Il ne suffit pas que vous soyez traqués (à Lyon) par la valetaille bourgeoise, au service du seigneur capital. Les radicaux à faux nez socialistes (Picarts) se mettent eux aussi de la partie.

Leur propagande contre le Droit Social étant restée vaine, ils redoublent leurs coups contre l'Étendard révolutionnaire aidés qu'ils sont par leurs bêtises (fruit de l'ignorance accumulé par des siècles de corruption), n'ayant pas réussi à nous faire courber l'échine à leurs théories énormes, ils sont bravement partis en guerre contre l'Étendard, n'ayant d'autres armes que l'insulte et le mensonge.

Pauvre valet va !  
 Le Groupe L'Avant-Garde vous conseille de continuer à débâter contre les révolutionnaires, vos anathèmes sont pour eux des titres de gloire, insulter ceux que vous n'avez pu corrompre à votre sale égoïsme, cela ne les empêchera pas de vous combattre avec ardeur et de vous allonger les oreilles quand l'utilité s'en fera sentir (avis collectif du groupe révolutionnaire L'Avant-Garde).

POUR LE GROUPE :

Le délégué à la correspondance de l'Étendard révolutionnaire,

PAULET.

Nous prévenons nos lecteurs que le numéro exceptionnel illustré qui doit paraître jeudi prochain, au prix de 15 centimes, n'empêchera pas le numéro ordinaire du dimanche. L'Administration.

Le gérant, A. CYVOCT.